



Déclaration du Sgen-CFDT Bourgogne au CTSD 21 du 5 septembre 2018

Madame la Directrice académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD

Cette déclaration évoquera deux sujets d'actualité et d'importance : les évaluations nationales et les ajustements de programme.

ÉVALUATIONS NATIONALES

Le ministère multiplie les évaluations nationales standardisées : CP, CE1, sixième puis seconde. Le Sgen-CFDT s'interroge sur le discours qui met en avant la confiance, l'autonomie accordée aux enseignants dans leurs choix pédagogiques. Nous ne pouvons que douter de cet engagement quand ces évaluations sont imposées à tous en même temps, faisant fi du travail des équipes, des équipes de cycle et des cahiers de réussite de l'école maternelle.

Ces évaluations couplées au dispositif 100 % de réussite au CP interrogent voire remettent en question la conception des apprentissages par cycle, la prise en considération de la différence, la définition de ce qu'est l'acte de lire. Elles sont imposées à tous, à la même période.

Pour le Sgen-CFDT, améliorer les performances de tous les élèves passe par l'accompagnement des collègues, la mise à disposition d'outils, de temps imparti à la formation, aux échanges en équipe. Ce ne sont pas des évaluations standardisées qui contribueront à la réussite de tous.

NOUVEAUX PROGRAMMES

À qui et à quoi sont destinés les "ajustements" de programmes de Mathématiques, Français et Enseignement moral et civique des cycles 2, 3 et 4 ? On est en droit de s'interroger...

Il est difficile de penser, étant donné le calendrier appliqué et la méthode employée, que ce soit pour les enseignants, alors même que les programmes sont un de leurs principaux outils de travail.

Le calendrier imposé montre bien que ces ajustements ne sont pas en lien avec le métier enseignant. Cela démontre le peu de considération du ministère pour ses personnels, sommés de passer leurs vacances à réécrire leurs séances d'enseignement.

La méthode montre aussi que ces ajustements ne sont pas destinés aux enseignants. En effet, un texte institutionnel aussi important que les programmes de 2015 demande, on le sait, un temps d'appropriation, en appui sur les ressources déjà importantes proposées par le biais d'Éduscol, qui dépasse une seule année scolaire.

Alors, à qui ces ajustements sont-ils destinés ?

Il semble bien que ce soit pour l'opinion publique, ou pour une certaine frange de celle-ci.

Les déclarations de la présidente du CSP ont mis en avant des modifications en réalité tout à fait secondaires. Que le « prédicat » disparaisse, que l'on réintroduise la conjugaison « à toutes les personnes » du passé simple, ne sont que des points de détail par rapport aux exigences tellement plus nécessaires, que sont l'apprentissage du raisonnement ou la formation précoce de l'esprit critique ! On ne voit pas bien d'ailleurs en quoi ces changements correspondent au « bon sens » revendiqué par des acteurs majeurs du système éducatif, dont on serait en droit d'espérer un peu plus de rigueur.

Dans la communication « à usage de l'opinion », il y a aussi la dictée quotidienne et la Marseillaise – tout sauf des nouveautés, puisque le ministère précédent, sous des formes diversifiées, les revendiquait aussi, de façon, il est vrai, moins injonctive, respectant le professionnalisme des enseignants.

Dans les ajustements des programmes d'EMC, on trouve aussi ce parfum de vieille « instruction civique » dans sa pire formulation (apprendre par cœur les institutions, les symboles...), la disparition des dilemmes moraux et de l'expression « discussion à visée philosophique et démocratique ». On peut craindre qu'il ne s'agisse plus d'apprendre à penser par soi-même, mais avant tout à obéir et respecter l'autorité : « Appliquer les règles collectives sans discussion » en est l'illustration.

Le ministère pense-t-il sérieusement que si chaque élève peut réciter les 10 règles de la laïcité, alors il n'existera plus de problème de laïcité à l'École ?

Vouloir redonner confiance en l'École est un objectif que le Sgen-CFDT soutient. Mais les programmes, qui ne sont pas un dossier de presse, ne sont pas le bon support. Pour atteindre cet objectif, c'est plutôt du côté de la lutte contre les inégalités sociales et scolaires qu'il conviendrait d'investir, car ce sont elles et non le prédicat qui minent sourdement l'école.

Cette démarche a en outre des effets délétères majeurs.

En voulant flatter l'opinion on prend le risque, au contraire, d'instiller un climat de défiance et d'accentuer les clivages et des tensions exacerbées et stériles, l'actualité nous l'a bien montré.

En voulant flatter l'opinion on en vient à mépriser le professionnalisme des enseignants, en leur déniaient la spécificité de leur vocabulaire, en renforçant les injonctions descendantes pour donner le sentiment que la maison est tenue.

En voulant flatter l'opinion enfin, on cherche à rétablir une temporalité traditionnelle de l'institution qui ne favorise pas, loin de là, la réussite de toutes et tous. Le CSP s'est livré à une réécriture des programmes qui, couplée avec les repères de progressivité, sacrifie et la logique de socle commun et la logique de cycle, c'est à dire d'apprentissages progressifs et adaptés à chaque élève, au profit d'une vision mécanique des savoirs fondamentaux dont il faudrait assurer la maîtrise pour tous aux mêmes échéances imposées. Chaque élève est supposé conforme à son voisin, et le savoir qu'il recevra le sera aussi, ce qui pour le ministère semble être la condition suffisante pour régler tous les problèmes d'inégalités de réussite.